

## POUR L'EMPLOI Les Fralib plus déterminés que jamais

Au lendemain de leur décision d'occuper l'usine, les salariés ont tenu une assemblée générale qui a souligné leur volonté de ne rien céder. **PAGE 4**

**Fralib.** Au lendemain de la décision d'occuper leur entreprise, les salariés affichent leur détermination à sauvegarder leur emploi. Projet alternatif à l'appui.

## Une lutte à la dimension internationale

La gravité, l'émotion étaient certes sur tous les visages. 134 lettres de licenciement parvenues à leurs destinataires mais au moins autant de monde pour dire que rien ne s'achève aujourd'hui. Avec cette formule heureuse d'Olivier Leberquier, délégué syndical CGT de ces salariés « passés en quelques jours du statut de locataires à celui de propriétaires ». Depuis vendredi après-midi, ils occupent les locaux de cette entreprise dont Unilever ne veut plus.

Quelques années après s'être débarrassé de l'unité du Havre, jugée obsolète. Dans les têtes de ceux qui ont fait le voyage jusqu'à Gémenos, cette implantation si prometteuse dont on leur avait fait miroiter l'avenir florissant. Cette garantie d'un emploi stable, la colère, le dégoût, mais aussi la volonté que la lutte qu'ils mènent pour la sauvegarde de leur emploi, dépasse largement les frontières de la région pour être portée « au niveau national ». « Nous avons compris depuis plus d'un an que la décision d'Unilever était prise. Que le projet de fermeture du site de Gémenos, après la lutte de 9 semaines que nous avons menée autour de la question des salaires était déjà dans les cartons des dirigeants dès le 28 septembre dernier. »

### Faire bien mieux et surtout autrement

Un an de lutte déjà, de bataille devant les tribunaux, mais aucune résignation aujourd'hui. Bien au contraire, ce sentiment que sans Unilever, on peut faire mieux, et surtout autrement. C'est tout le sens de ce projet alternatif dont les salariés se font les inlassables ambassadeurs. Refusant la logique chère à Unilever qu'il faut aller « vivre en Pologne pour travailler ou bien accepter les salaires consentis aux salariés polonais pour rester

en France », comme le déplorait Thierry Pettavino, responsable de l'Union départementale CGT.

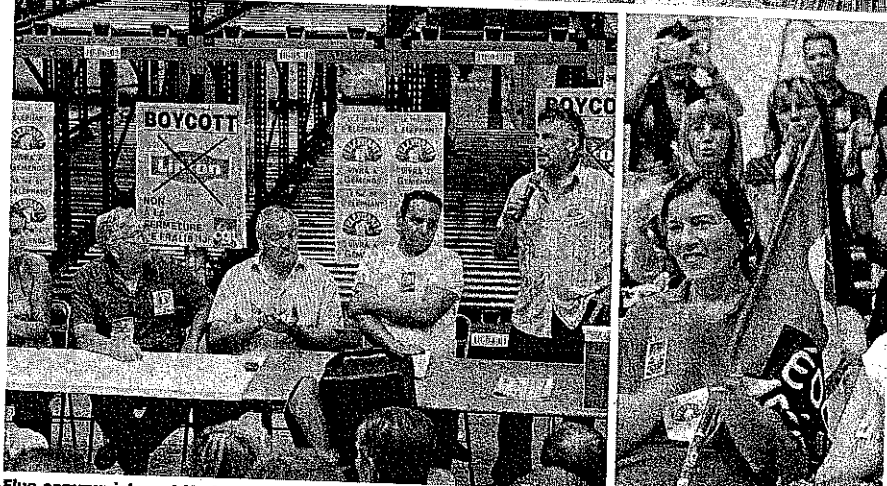
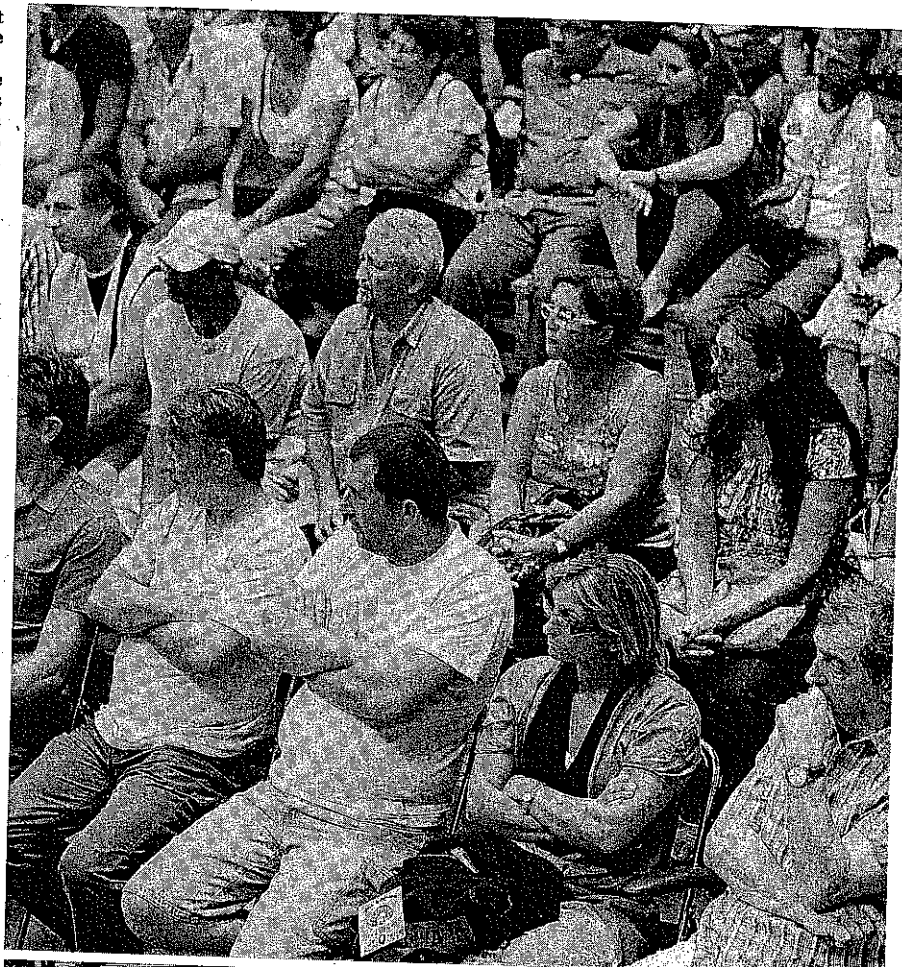
C'est le refus de cette sinistre logique qu'il faut lire entre les lignes de leur projet auquel les salariés veulent donner un écho national. En ne négligeant aucune opportunité pour faire monter la pression. Des rencontres avec tous les groupes parlementaires à la visite prochaine sur le site d'Eva Joly, candidate écologiste à l'élection présidentielle. Pas un hasard non plus si celle-ci s'apprête à faire le voyage jusqu'à Gémenos. « Notre projet alternatif, insiste Gérard Cazorla, secrétaire du Comité d'entreprise a ceci de cohérent qu'il est soucieux des intérêts des producteurs de thé de Sri Lanka ou d'ailleurs. Pas question pour nous de les traiter comme le fait Unilever. Et pas question non plus d'accepter des produits qui ne répondraient pas à une qualité environnementale et sanitaire ».

Autre aspect de cette dimension internationale qu'entendent donner les salariés à leur lutte, la dénonciation du jeu frauduleux pratiqué par Unilever avec la fiscalité en vigueur dans ce pays.

C'est ce qu'ils entendent dire aux parlementaires. Et insister encore sur les incidences collatérales que la fermeture de Fralib provoque d'ores et déjà. « Ce ne sont pas les seuls salariés de l'entreprise et leurs familles qui sont touchés. L'onde de choc se répercute », déplorait Serge Bonutti, secrétaire de la fédération agroalimentaire CGT, sur toutes celles et tous ceux qui de près ou de loin avaient des rapports avec l'activité du site ».

C'est tout cela le sens du combat des « Fralib », bien loin d'être achevé par diktat d'Unilever. Un combat qui porte en lui-même toute la nécessité d'un changement radical de société.

GÉRARD LANUX



Elus communistes et Verts, responsables syndicaux aux côtés des salariés qui occupent massivement leur entreprise.

### Repères

98

salariés ont voté l'occupation du site de Gémenos. Tout en optant pour la solution du congé reclassement qui leur permet de prétendre à un salaire « décent » pendant une année. Ce à quoi leurs délégués syndicaux les ont encouragés.

### « Pas un boulon hors de l'usine »

C'est à quoi s'est engagée l'Union départementale CGT qui soutient pleinement l'occupation du site par les travailleurs. « Pour sa part », souligne Thierry Pettavino, notre syndicat participera à tous les niveaux à la mobilisation des salariés ».